

Délibération n°B22-1-4

Objet : Convention d'intervention foncière avec la commune de Réau, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart et l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de Sénart (77)

Le Bureau,

Vu le décret n°2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

Vu le décret n°2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines et modifiant le décret n°2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération A15-2-9 du Conseil d'Administration du 8 octobre 2015, portant délégation de l'approbation des conventions et de leurs modifications au Bureau,

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'EPF Ile-de-France,

Vu le programme pluriannuel d'interventions de l'EPF Ile-de-France,

Vu la convention d'intervention foncière conclue avec la communauté d'agglomération Melun Val de Seine, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart, le Département de Seine-et-Marne et l'Etat en date du 10 mai 2019,

Vu la délibération du Bureau n°B21-1-4 en date du 8 avril 2021 approuvant une convention d'intervention foncière avec la commune de Réau, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et l'Etablissement Public d'Aménagement de Sénart,

Vu le rapport présenté par le Directeur Général,

- Approuve la convention d'intervention foncière avec la commune de Réau, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de Sénart, jointe en annexe de la présente délibération,
- Clôture la convention conclue avec la communauté d'agglomération Melun Val de Seine, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart, le Département de Seine-et-Marne et l'Etat en date du 10 mai 2019 et annule la délibération du bureau de l'EPFIF n°B21-1-4 en date du 8 avril 2021,
- Autorise un engagement financier plafonné à 15 M€ pour la mise en œuvre de la convention,
- Autorise le Directeur Général de l'EPF Ile-de-France, ou son représentant valablement désigné, à signer et exécuter la convention d'intervention foncière avec la commune de Réau, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de Sénart, et les actes en découlant,
- Autorise le Directeur Général de l'EPF Ile-de-France à procéder au nom de l'EPF Ile-de-France aux acquisitions et cessions envisagées dans le cadre de la convention susvisée.

Le Président de l'EPFIF
Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT

Le Préfet de la Région Ile-de-France
Marc GUILLAUME

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, le cas échéant, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

16 MARS 2022



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 16 MARS 2022

Le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris

à

Monsieur le Président du Conseil
d'administration
De l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-
France

A l'attention de Isabelle MIEGEVILLE

Objet : Délibérations numéros A22-1 à A22-5 du CONSEIL D'ADMINISTRATION et délibérations numéros B22-1-1, et B22-1-1bis à B22-1-39 du BUREAU du 9 mars 2022.

PJ : Délibérations du Conseil d'Administration du 9 mars 2022
Délibérations du Bureau du 9 mars 2022

Vous m'avez adressé, pour approbation, les délibérations de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, visées en objet, adoptées lors du Conseil d'Administration ainsi que du Bureau s'étant déroulés le 9 mars 2022.

Vous voudrez bien trouver ci-joint, en retour, un exemplaire de chacun de ces documents que j'ai approuvés ce jour.

Le Préfet de la Région Ile-de-France

Marc GUILLAUME